

Olivier Dussopt visite la Maison de services au public

Un secrétaire d'État à Beaune

Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, était en déplacement à Beaune-la-Rolande, vendredi 16 mars.

Le stress est presque palpable au siège de la communauté de communes du Pithiverais Gâtinais (CCPG), vendredi 16 mars. On n'a jamais attendu pareille visite. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, doit arriver d'une minute à l'autre pour une visite de la Maison de services au public (MSAP). Une fois sur place, l'ancien député ardéchois, entré au gouvernement en novembre dernier, met tout le monde à l'aise. Il est avenant et très souriant.

Près de 2.000 visites en un an

« Et bien voilà, vous voyez, la MSAP s'intègre tout à fait dans notre structure », commence Delmira Dauvilliers, présidente de la CCPG. Avant la visite, la présidente tient à



Olivier Dussopt a été accueilli par Delmira Dauvilliers, présidente de l'intercommunalité, et Claude Renucci, maire de Beaune-la-Rolande.

présenter le Pithiverais Gâtinais, précisant que le Nord-Loiret est divisé en trois intercommunalités qu'elle espère voir se ras-

sembler. « Ici, j'ai entamé un travail d'organisation de notre territoire en communes nouvelles, pour que les communes n'aient

pas peur de prendre des compétences et qu'elle soulage l'intercommunalité qui a bien assez de travail à faire avec celles qui

lui sont dévolues », explique-t-elle. « Vous avez un schéma de mutualisation pour les compétences qui ne sont pas transférées ? », s'intéresse Olivier Dussopt. « Nous avons mis en place des services communs et nous continuons », assure alors Delmira Dauvilliers.

Permanences d'une dizaine d'organismes, parmi lesquelles celles de l'Assurance-maladie, la Caisse d'allocations familiales (Caf) ou la caisse de retraite, borne de visioconférence et de carte vitale, ordinateurs équipés d'Internet ou encore photocopieuses, les services de la MSAP sont nombreux. Et appréciés : 1.869 visites en 2017 et une moyenne de 200 usagers par mois sont orientés par deux personnes, dont Gulsum Kurt, agent d'accueil MSAP. « Bien sûr, on ne remplace pas un agent d'accueil de la Caf mais on peut répondre aux questions », explique la jeune femme à Olivier Dussopt, pendant la visite. Une fois la démonstration de la visioconférence terminée, le secré-

taire d'État semble satisfait. « Je disais tout à l'heure à l'agent d'accueil qui nous guidait que le fait de pouvoir orienter une personne, même au premier niveau, vers dix partenaires différents fait d'elle une perle rare. Cette visite permet de découvrir une MSAP exemplaire par la gamme de services aussi complète. Il y a la volonté de servir un projet de territoire. L'État peut être présent, à la fois pour l'implantation de MSAP mais aussi pour l'accès à la formation pour nos agents », conclut le secrétaire d'État.

AMBRE CHAUVANET

En images. Retrouvez plus de photos dans la version numérique de votre journal.

LE BEAUNOIS PIONNIER.

Michel Grillon, ancien président de la communauté de communes du Beaunois, a créé le premier espace services publics du Loiret en 2008, égoïquement le premier à avoir été labellisé MSAP il y a deux ans.

L'occasion d'aborder certaines problématiques

La venue d'un membre du gouvernement dans le Pithiverais n'arrive pas tous les jours. Les participants à la visite de la MSAP l'ont bien compris et ont profité de la présence d'Olivier Dussopt pour aborder certaines problématiques propres au Pithiverais.

Désertification médicale : bientôt des mesures coercitives ?

Sylvie Mottes, présidente du tribunal de grande instance d'Orléans et du conseil départemental d'accès au droit du Loiret, s'est montrée soucieuse. « Ce qui m'inquiète, c'est que pour accéder au juge, il y a des distances et l'accès au juge ne se fait pas par la borne visio. C'est compliqué pour ces territoires qui restent éloignés des chefs-lieux de département. Et avec la réforme programmée portée par la garde des sceaux, la communauté de travail judiciaire exprime pas mal d'inquiétudes », a-t-elle noté. « La réforme de l'organisation de la justice que porte Nicole Belloubet ne se traduira par aucune



Le secrétaire d'État a été interpellé sur diverses questions.

fermeture, ni du tribunal d'instance, ni du tribunal de grande instance », a répondu Olivier Dussopt.

Claude Renucci, maire de Beaune-la-Rolande, a quant à lui alerté le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, sur une question récurrente dans le Pithiverais. « Il y a des problèmes de désertification médicale. On a l'exemple dans une commune limitrophe à Beaune-la-Rolande : un docteur qui a 4.000 patients va prendre sa retraite à la fin du mois. Il n'a pas de remplaçant et cela va poser beaucoup de problèmes dans notre territoire », a indiqué Claude

Renucci. Olivier Dussopt a précisé que la question avait été abordée, plus tôt dans la journée, avec le préfet, Jean-Marc Falcone, et la députée Stéphanie Rist. « La ministre de la Santé a annoncé un certain nombre de mesures très incitatives. Mais pas encore de mesures coercitives. Pas encore car la question sera peut-être un jour posée comme cela pour faciliter les installations. Si les maisons de santé sont des réponses, malheureusement, elles ne répondent pas toujours à la question de la démographie », a insisté Olivier Dussopt.